

1 st round table: Climate change, adaptation, mitigation and sustainable development

Merci Madame la Présidente
Chers collègues

Les changements climatiques sont une menace qui, déjà de nos jours, a des impacts tangibles sur l'humanité et la nature. Les dix dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Cet été a été le plus chaud que l'Europe ait connu. Les événements météorologiques extrêmes se sont également multipliés ^{à travers le monde} au Luxembourg, engendrant des coûts importants de réparation et des mesures d'adaptation. Ce sont des signes d'avertissement pour nous - indiquant la nécessité de mesures immédiates.

(votre expérience personnelle en tant qu'alpiniste)

Le troisième rapport de l'IPCC montre clairement que la majeure partie du réchauffement observé est probablement due aux activités humaines.

(Les incertitudes quant à son ampleur ne doivent pas nous faire perdre de vue que) les changements climatiques sont une réalité et que nous devons agir maintenant selon le principe de précaution.

Concrètement les émissions de CO₂ et réduire les émissions de CO₂

- maintenant - si nous ne le faisons pas
est guidée par le principe de précaution

Si nous voulons réduire le danger, et si nous voulons permettre aux sociétés et aux écosystèmes de s'adapter aux changements présents et à venir, il faut impérativement réduire ^{concrètement et} significativement les émissions de gaz à effet de serre. Le protocole de Kyoto constitue le premier pas dans cette direction. ^{et} Il importe que les pays industrialisés prennent leurs ^{et de} responsabilités et mettent en œuvre ^{des} ~~les~~ politiques ^{concrètes} et mesures qui s'imposent.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner que le ~~secteur de l'énergie joue un~~ rôle clé. Pour mon pays, le passage du système énergétique actuel, basé essentiellement sur les combustibles fossiles, vers un approvisionnement énergétique qui s'appuie sur les énergies renouvelables, ^{(produite à la} ~~doit être~~ ^{partir} considéré ^{central} ~~comme pivot du développement durable~~. En outre, les ~~économies d'énergie dans le secteur du bâtiment~~ ^{représentent des potentialités} ~~permettraient de fortes~~ ^{considérables} ~~réductions de CO2~~.

^{et les technologies d'économies d'énergie dans le secteur du bâtiment} ~~Je peux vous dire qu'aujourd'hui - puisque d'autres délégation font état~~ ^{font des réductions} ~~de leurs actions -~~ le Luxembourg, dont l'objectif de réduction est de 28%,

fait des efforts considérables dans les domaines précités, et est leader mondial en ce qui concerne la puissance photovoltaïque installée, avec plus de 15 Watt installé par habitant. Nous allons poursuivre sur cette

voie. ^{volontariste} ~~Les mesures~~ ^{et elle constitue} ~~qui~~ ^{un élément} ~~central de notre politique~~ ^{nationale} ~~de l'économie et du social~~ ^{qui a aussi des effets bénéfiques} ^{pour les actions de l'économie et du social}

Une première

fait apparaitre

En effet, toute évaluation du système de Kyoto devrait considérer que d'autres pas doivent suivre. Des réductions plus importantes des émissions sont nécessaires si nous voulons atteindre l'objectif ultime de la convention. La seconde période d'engagement sera cruciale car les réductions auxquelles les pays industrialisés s'engageront pour cette période, et les actions d'autres pays, vont déterminer si un changement climatique ~~avec toutes les conséquences climatiques~~ dangereux peut être évité ou non. (A plus long terme toutefois, ~~ce problème global requiert une réponse plus globale!!~~)

Compte tenu de l'objectif de stabilisation, il est nécessaire d'élargir – à plus long terme - la participation des pays aux initiatives internationales futures de lutte contre le changement climatique. (selon nos responsabilités communes mais différenciées).

Finalement je voudrais rappeler que

En outre de nos efforts d'atténuation, il faudra permettre aux pays les plus vulnérables aux changements climatiques, de renforcer leurs capacités d'adaptation. ~~Le Luxembourg~~ ^{plus délicate} estime qu'en général les flux financiers vers les pays les moins avancés doivent être augmentés, également pour combattre la pauvreté, et que tous les pays industrialisés doivent donner suite à leurs engagements pris à Rio quant à l'aide publique au développement.